LES MOUVEMENTS PEUVENT-ILS REMPLACER LES PARTIS POLITIQUES ?

ENTRETIENS CROISÉS RÉALISÉS PAR PIERRE CHAILLAN VENDREDI, 19 MAI, 2017 L'HUMANITÉ

Table ronde avec Francis Wurtz, député honoraire PCF-Front de gauche au Parlement européen, Eddy Fougier, politologue, chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris) et Pierre Zarka, animateur de l'Observatoire des mouvements de la société (Omos).

Rappel des faits. L'élection présidentielle française a été marquée par l'apparition de mouvements s'inscrivant dans un rejet du système. Que faut-il penser de ce phénomène enregistré dans d'autres pays en Europe et dans le monde?

Dans de nombreux pays en Europe (Podemos et Izquierda Unida en Espagne, Syriza en Grèce, Bloco de Esquerda au Portugal, 5 étoiles en Italie, etc.), des mouvements ont émergé dans la vie politique. Qu'exprime, selon vous, cette donne nouvelle?

Ci-dessous, les interventions de Francis Wurtz. L'ensemble de l'entretien croisé sur le lien en fin d'article.

Francis Wurtz. Les situations que vous décrivez sont très diverses et ne permettent pas une généralisation. En Italie, le paysage politique est dominé depuis une vingtaine d'années par le populiste Berlusconi, flanqué de ses alliés fascisants, à droite; et par la bouillie politicienne du Parti démocrate, prétendument à gauche! Le Mouvement 5 étoiles de Beppe Grillo est la résultante de ce désastre. C'est l'absence de partis clairement représentatifs des différents intérêts de classe dans la société qui a facilité cette dangereuse régression démocratique. Les trois autres cas cités sont, eux, aujourd'hui, des partis et non des mouvements. Ils ont du reste, tous les trois, adhéré, à Strasbourg, à notre groupe de la Gauche unitaire européenne (GUE). Le parti Syriza comme le Bloco portugais sont nés d'une coalition d'organisations. Le premier a vu son influence progresser quand l'incapacité du Pasok à assumer ses responsabilités est apparue de façon de plus en plus flagrante. Au Portugal, en revanche, il n'y a pas eu de «dégagisme», bien au contraire: une très intéressante expérience de coopération entre forces de gauche – réputée, jusqu'alors, quasi impensable – entre PCP, PS et Bloco y fonctionne depuis 2015. En Espagne, le PSOE, ex-parti hégémonique, a, lui aussi, prouvé à son électorat traditionnel son incapacité à remplir sa mission. D'où l'éclosion du mouvement des Indignés. Podemos en est issu, mais a décidé de se construire en parti – d'ailleurs allié à la Gauche unie dans laquelle militent les communistes. Podemos est en train de faire son expérience de parti et a déjà beaucoup évolué depuis sa création. Lors de son récent congrès, les adhérents ont voté pour une orientation et contre une autre. Ils se sont dotés d'une direction collective et ont choisi leur premier dirigeant d'une façon qui n'avait rien d'artificiel ni d'imposé par un quelconque «chef». Ce que révèle l'émergence de ces trois partis de gauche, c'est qu'il y a, dans nos sociétés, une forte demande de rénovation des pratiques politiques; une exigence très saine de la part des citoyens de pouvoir s'impliquer davantage dans le choix des orientations et leur mise en œuvre effective; une intransigeance encourageante en matière d'éthique en politique. À chaque parti de faire son examen de conscience sur cette base.

En France, les mouvements tels En marche! ou la France insoumise ont bousculé l'élection présidentielle. Crise de la représentation politique, remise en question du clivage gauche-droite, recomposition politique: que se passe-t-il?

Francis Wurtz. Cette situation n'avait rien d'inéluctable. À gauche, ce qui est sûr, c'est qu'il existe toujours dans ce pays un fort courant progressiste qui aspire à une transformation profonde de la société et appelle de ses vœux – comme en 2005 avec le non de gauche au traité de constitution européenne (TCE) – une action résolue pour changer l'Europe, mais pas pour la quitter. Il y a, à cet égard, tout lieu de croire qu'une candidature d'union réunissant toutes les sensibilités de la gauche opposées à la politique du gouvernement aurait permis non seulement d'accéder au second tour mais de remporter l'élection. C'est là un point absolument crucial qu'il faudra analyser à tête reposée. D'autre part, à droite, sans la brutalité féroce du programme de François Fillon et le déferlement de ses «affaires», la place du parti «Les Républicains» au second tour était assurée. Il y aurait eu, au final, un duel clair droitegauche. Ne tirons donc pas trop vite des conclusions péremptoires de ces résultats.

A contrario, on voit comment au Royaume-Uni, en Belgique, au Portugal et même en Allemagne les formations politiques traditionnelles structurent toujours fortement la politique. Les partis politiques sont-ils vraiment condamnés par cette évolution□?

Francis Wurtz. Si les partis n'évoluent pas, ils meurent. Rien de nouveau à cela: la SFIO sclérosée a laissé la place au PS en 1971. Pour autant, la forme «parti» n'a pas disparu. Aujourd'hui, elle doit savoir créer les conditions d'une implication personnelle plus poussée des adhérents, articuler créativité individuelle et travail collectif, favoriser la circulation des informations et l'éducation populaire permanente, promouvoir les échanges et la coopération avec les forces progressistes en Europe et dans le monde... Pour tout cela, il faut une organisation, des structures, des règles communes, des délibérations collectives, des responsables. Autrement dit, des partis. À moins d'estimer que le progrès démocratique, c'est l'allégeance à un chef charismatique. À plus forte raison, si l'on ambitionne de transformer la société, de travailler à la refondation de l'Europe et de contribuer à changer la mondialisation, il faut, moins que jamais, compter sur l'homme providentiel! Ce sont des combats de classe. Nos adversaires ne sont pas qu'une poignée d'«oligarques». Ils s'appuient sur des structures sophistiquées qu'il vaut mieux ne pas attaquer les mains nues.

L'entretien complet :

http://www.humanite.fr/les-mouvements-peuvent-ils-remplacer-les-partis-politiques-636314